

## LES MOUVEMENTS POPULAIRES A AVIGNON ET DANS LE COMTAT VENAISSIN AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE

Malgré leur situation politique particulière d'enclaves pontificales dans le royaume, Avignon et le Comtat ont le plus souvent partagé le sort des contrées françaises voisines en ce qui concerne le développement de mouvements populaires. Néanmoins Avignon a connu au XVIII<sup>e</sup> siècle deux crises politiques majeures spécifiques qui provoquèrent des émeutes importantes. Il s'agit d'abord des affrontements qui sous le nom de guerre des « pévoulins » et des « pessugaux » opposèrent une fraction « populaire » à une fraction « noble » de 1652 à 1659 ; la seconde période de troubles se produisit à l'occasion de l'annexion française en 1664 ; ces mouvements populaires remettaient en cause la souveraineté pontificale. La répression, soutenue par Louis XIV après sa réconciliation avec Rome, fut sévère et elle explique, en partie, l'instauration d'une période de calme qui dura jusqu'au printemps 1789.

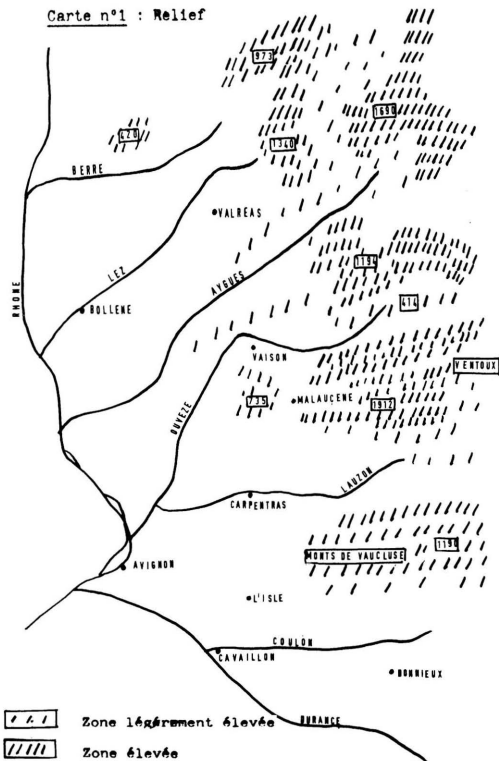
L'étude menée pour le XVIII<sup>e</sup> siècle avignonnais et comtadin <sup>1</sup> n'a retenu que les événements qui revêtaient une ampleur suffisante pour pouvoir être qualifiés de « mouvements populaires », c'est-à-dire ceux qui ont entraîné une action violente, au moins au niveau verbal, menée par un groupe de personnes n'appartenant pas à la même famille ; les faits divers et litiges privés ont donc été exclus.

Outre l'aide des monographies et histoires locales, les recherches ont été principalement menées aux archives départementales du Vaucluse et à la bibliothèque municipale d'Avignon, le fonds Chobaut de la bibliothèque d'Avignon permettant l'accès aux sources communales pour les événements du printemps 1789. Une recherche systématique dans les archives communales pour toute la période aurait probablement permis une étude plus exhaustive mais tous les renseignements et sondages concourent à démontrer le calme de la région au XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux émeutes du printemps 1789 qui marquent la fin de l'enquête et préfigurent la période ultérieure qui fût par contre très agitée.

---

1. Recherche menée dans le cadre de l'enquête lancée par Jean Nicolas : « mouvements populaires et conscience sociale - 1661 - mai 1789 ».

## Carte n°1 : Relief



1680 = Altitude en mètres

Les éléments fournis par cette recherche permettent d'analyser les causes des troubles, leur fréquence, leur ampleur et leur forme ; ils conduisent également à une étude géographique. En effet la période de la révolution permet de déceler une spatialisation des attitudes collectives <sup>2</sup> et il était intéressant de déterminer par une enquête régressive si les zones de tempéraments politiques préexistaient au phénomène révolutionnaire.

Géographiquement, le Comtat peut-être divisé en quatre zones <sup>3</sup> :

- Au sud : le bas Comtat, région de plaine encadrée par le Rhône et la Durance.

- Au centre : le moyen Comtat centré autour de Carpentras, plaines et collines entourées de hauteurs.

- Au nord : le haut Comtat, la partie la plus accidentée qui comprend la région de Vaison, les enclaves septentrionales.

- A l'ouest : la zone rhodanienne qui a été isolée parce que les conditions naturelles de cette région sont différentes de celles des régions plus orientales, zone de plaines alluviales sur une voie de passage à la frontière avec la France <sup>4</sup>.

Cette division qui s'est révélée utile pour l'étude des options politiques, de l'époque révolutionnaire a donc été reprise, comme instrument de travail, pour l'analyse des mouvements du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle comtadin a, apparemment, été fort calme puisque seulement dix mouvements importants ont été recensés ; leurs motivations sont diverses.

Trois d'entre eux concernent les difficultés de ravitaillement de 1709, ils se produisent à Pernes et à Caromb, dans le moyen comtat, et à Caderousse dans la vallée du Rhône <sup>5</sup>. Comme la Provence, le Comtat a été victime du terrible hiver, et, en mai, au moment de la soudure, les habitants poussés par la crainte de la pénurie forment des attroupements. L'inquiétude était assez générale mais les regroupements n'ont été comptabilisés que lorsqu'ils ont donné lieu au moins à des menaces. Ces mouvements ne deviennent violents qu'en cas de danger d'exportation des grains, devant la menace de disette chaque communauté veut garder ses réserves. Les événements les plus marquants se sont produits à Caderousse où les habitants refusèrent de laisser partir le blé que le duc de Caderousse avait vendu au

2. Cette localisation a été étudiée dans le cadre d'une thèse de troisième cycle dirigée par Michel Vovelle, sous le titre : « Géographie politique du Comtat Venaissin à l'époque révolutionnaire. » Thèse dactylographiée. Aix-en-Provence 1978.

Une étude informatique en a été tirée : « Attitudes collectives et analyse de données. Clivages politiques en Comtat Venaissin sous la Révolution. » in *Annales du Midi* Janvier-Mars 1983.

3. Cf. carte n° 1

4. Cf. carte n° 1

5. Cf. carte n° 2

vice-légat Doria pour le ravitaillement d'Avignon. Les habitants prirent les armes pour empêcher les charrettes de quitter leur ville, mais Doria mobilisa ensuite l'armée et la ville dût offrir les clefs, les consuls furent alors emprisonnés à Avignon, les meneurs de la révolte se réfugièrent à Orange, ce qui n'empêcha pas Doria d'infliger une sévère punition à Caderousse, la ville fût pillée et rançonnée. Le duc de Caderousse intervint ensuite auprès du Pape qui fit rembourser la communauté et releva Doria de ses fonctions <sup>6</sup>.

Un cas de troubles a été relevé lors de l'épidémie de peste ; en 1721 à Pernes l'émeute débute contre un infirmier chargé de la désinfection et se tourne contre le consul, elle regroupe principalement des paysans armés de leurs outils et entraîne des menaces et des blessures ; la répression se traduit par des amendes <sup>7</sup>.

Quelques troubles aux motivations diverses s'échelonnent pendant la période : une émeute éclate en 1737 à Bollène à propos de droits que la communauté devait verser pour le collège ; des pillages de bois collectifs regroupent un nombre assez important d'hommes et de femmes de Beaumes pendant l'hiver 1769 ; une rixe grave oppose des jeunes gens à Saint-Romain en Viennois en 1784. Ces deux derniers événements sont d'ailleurs à la limite de ce qu'on peut qualifier de mouvements populaires et ils n'ont été retenus, dans les archives et dans notre étude, qu'à cause de leur relative ampleur car bien d'autres agitations de ce type ont existé sans laisser de traces.

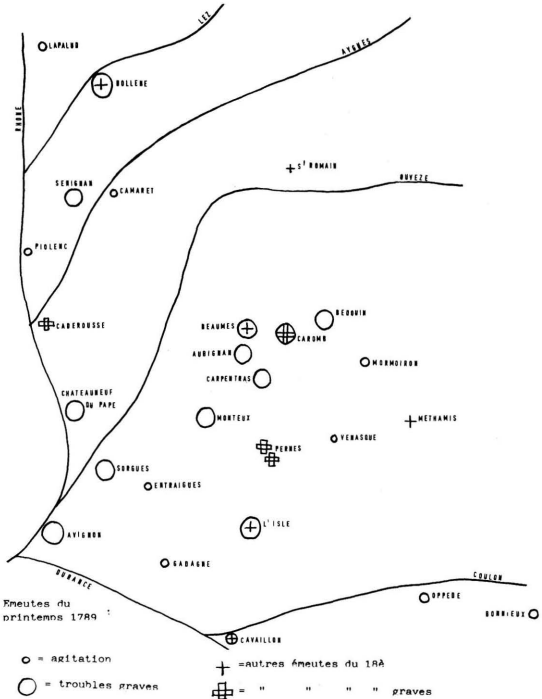
Plus significatives sont les revendications politiques provoquant des troubles. Au XVIII<sup>e</sup> siècle le régime des parlements avait été progressivement supprimé par des ordonnances des vice-légats parce qu'il donnait lieu à des « assemblée trop tumultueuses » et des conseils restreints avait été établis <sup>8</sup>. L'agitation vise à obtenir la création de troisième ou de quatrième main au conseil municipal pour représenter les catégories populaires exclues de la gestion communale. Les troubles les plus importants ont lieu à l'Isle de 1772 à 1778 et à Cavaillon de 1782 à 1787. A l'Isle les consuls étaient élus d'une part dans l'ordre de la noblesse, d'autre part parmi les notables bourgeois : la première main regroupait les nobles, comtes palatins, docteurs et leurs fils vivant noblement, la seconde les « bourgeois », notaires, chirurgiens, apothicaires et marchands non détaillants ; ménagers et artisans réclament donc une troisième main et finissent par l'obtenir, ainsi que ceux de Cavaillon, après des années de réclamations et de troubles, mais une partie importante de la population reste exclue des responsabilités municipales. A Méthamis en mai 1788 c'est le mode de scrutin qui porte « la plus grande partie des habitants » à la contestation, ils réclament un scrutin secret.

6. Cf. Abbé H. BLANC : *Histoire de Caderousse*, 1929.

7. Cf. J.J. GIBERTI : *Histoire de la ville de Pernes*, 1923.

8. Cf. F.X. EMMANUELLI, M. LAPIED, C. BONNET : « La vie politique en Provence et en Comtat Venaissin du XII<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècle » in *Revue historique*, n° 271, 1984.

Carte n°2 : Les émeutes dans le courant du 18<sup>ème</sup> siècle  
et au printemps 1789



La géographie des troubles, assez peu significative vu le petit nombre d'éléments, montre une certaine prédominance de la zone centrale du Comtat<sup>9</sup>. Ils touchent surtout des villes importantes, de plus de 1.600 habitants<sup>10</sup> sauf Méthamis (840 habitants) et Saint-Romain en Viennois (210 habitants), les événements qui affectent cette dernière communauté relèvent d'ailleurs plus de la rixe que du mouvement populaire. Au total, non seulement les troubles sont peu importants quantitativement mais ceux qui se produisent ne sont pas graves et n'ont guère de conséquences si ce n'est pour Caderousse en 1709. Il est néanmoins intéressant de constater le succès des revendications politiques accompagnées d'une pression populaire à l'Isle et Cavaillon, après plusieurs années de troubles et de réclamations.

Ce sont finalement les problèmes de subsistance qui semblent être le principal moteur de l'agitation populaire dans le Comtat au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les émeutes du printemps 1789 confirment cette constatation. La plus grande ampleur de ce mouvement permet une étude plus significative.

Les premiers troubles à Avignon et dans le Comtat se produisent en mars 1789. Les registres de délibérations des conseils de 51 communautés rapportent un manque de grains. Les réserves sont insuffisantes et le 27 mars 1789, l'approvisionnement ne peut être assuré aux marchés de Carpentras, Vaison et Orange. La crainte s'empare des populations, des rassemblements se forment, des troubles se manifestent dans certaines communautés. Ordinairement la production de blé du Comtat Venaissin ne couvrait les besoins du pays qu'environ pendant six mois de l'année ; les rendements étaient faibles, le retard technique important et les méthodes de culture routinières. La pomme de terre restait pratiquement inconnue ; la vieille polyculture provençale (blé, vigne, olivier) dominait l'agriculture comtadine et le XVIII<sup>e</sup> siècle avait connu une phase de stagnation, voire de recul, de la production, sauf dans le domaine de la viticulture.

A partir de 1788, les conditions climatiques viennent aggraver une situation économique déjà difficile. L'hiver de 1789 provoque des problèmes d'approvisionnement en blé et en légumes ; une partie des paysans réduits à la mendicité affluent dans les bourgs et les villes augmentant les difficultés en une période où le chômage urbain était important. Les émeutes se produisent au moment le plus difficile, celui de la soudure entre deux récoltes.

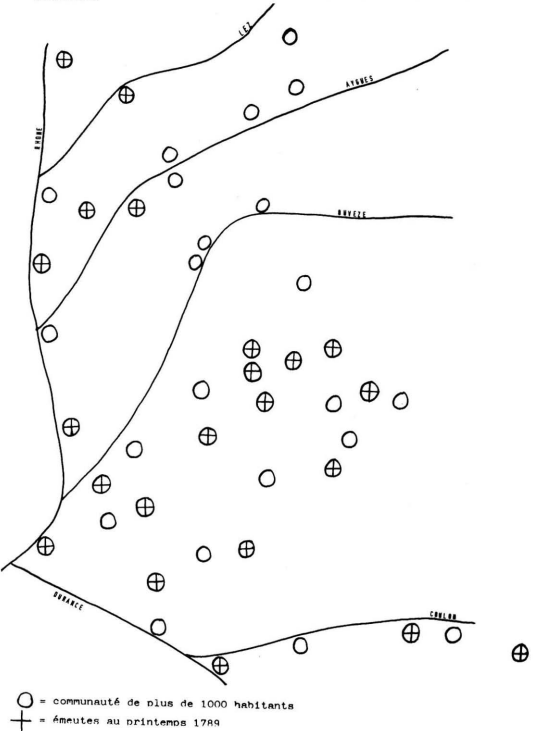
Dans les cas les moins graves, une partie de la population vient, en groupe, manifester devant l'Hôtel de Ville en demandant des secours. Les réclamations sont souvent accompagnées de menaces. A Bédoin, le 28 mars « les habitants réclament du blé sous menace de mettre tout à feu et à sang... »<sup>11</sup>

9. Cf. carte n° 2 et schéma n° 1.

10. Cf. schéma n° 2.

11. Bibliothèque d'Avignon (abrégé par la suite Bibl. Av.) Ms 5986 (A.C. Bédoin BB 10)

Carte n°3 : Présence d'Émeutes dans les villes au printemps 1789.



Parfois ces menaces suffirent, les consuls prennent rapidement des mesures pour satisfaire les exigences de la population et éviter les pillages qui ne manquent pas de se produire si les autorités locales ne réagissent pas à temps. A Sorgues, le 29 mars le registre mentionne « les attroupements des pauvres habitants demandant du blé au conseil... puis (ils) se portent au monastère des Célestins de Gentilly avec des menaces... les consuls achètent du blé au monastère et le revendent moins cher aux habitants... »<sup>12</sup> Par contre à Caromb, une « émeute de plus de six cents personnes... a menacé Maurice Montagnard qui avait une certaine quantité de grains en ses greniers, on commençait à piller la maison... Il fut obligé de vendre son blé au dessous du prix de revient, le désordre continua chez d'autres particuliers... »<sup>13</sup>

Dans les villes, la population s'en prend aux marchands accusés d'accaparement.

A Carpentras, le 27 mars, les habitants « .... voyant si peu de blé... murmurent contre plusieurs marchands, disant qu'ils l'avaient accaparé... On enfonce les portes de ceux qui ont du blé, puis la foule se porte vers l'Hôtel de Ville pour faire ouvrir le grenier d'un marchand, son blé est distribué à un prix inférieur... »<sup>14</sup>

A Avignon la foule se rend d'abord au Palais pour se plaindre de la cherté des blés, des accapareurs, et pour demander la suppression des marchands de farine. Des manifestations hostiles s'ensuivent : les armoiries du second consul, Commin, qui est considéré comme un accapareur, sont abattues. Les pillages se multiplient : greniers de couvents, de marchands, boulangeries<sup>15</sup>.

Dans toutes les communautés subissant des troubles les consuls sont amenés à intervenir. C'est ce que souhaitent les émeutiers puisque, le plus souvent, ils débute leur action par des réclamations devant l'Hôtel de Ville. Les mesures adoptées sont le recensement des ressources et des besoins de la communauté avec la visite des greniers, la défense de vendre du grain au dehors, puis on en vient fréquemment à des distributions à prix modique ou à crédit du grain disponible sur place et l'on décide d'emprunter pour en acheter à l'extérieur. Devant la menace d'émeute, voire l'émeute elle-même, les municipalités décident donc d'assumer les frais de la crise en achetant pour vendre à perte. A Avignon un comité des blés avait été établi ; dès le 21 mars il doit prendre la décision de s'approvisionner à Lyon et à Marseille à des prix élevés.

Par ailleurs, si les autorités de chaque communauté s'organisent pour

12. Bibl. Av. Ms. 5986 (A.C. Sorgues BB 16).

13. Bibl. Av. Ms. 5986 (A.C. Caromb BB 12).

14. Bibl. Av. Ms. 5986 (A.C. Carpentras HH 15).

15. Bibl. Av. Ms. 5986 (Bibl. Av. Ms 2522).



subvenir aux besoins des habitants, elles essaient de se garder des mendiants et des vagabonds de l'extérieur drainés vers les villes par la crise. La solidarité ne s'exerce qu'à l'intérieur de chaque communauté, les étrangers, y compris les habitants des localités voisines, sont considérés comme des ennemis dont il faut se garder. Des mesures sont prises pour protéger les provisions ; les villes sont fermées, des bureaux de police sont créés. Ce sont souvent des rumeurs de vente du blé de la communauté qui suscitent l'émeute, et les mesures de recensement ordonnées par le Vice-Légit suffisent parfois à provoquer des troubles.

Lorsque Carpentras veut obtenir du blé de Sorgues, les habitants du lieu s'arment pour le garder, et la municipalité de Carpentras doit envoyer des hommes d'armes qui les impressionnent, de même qu'à Monteux. Le journal de Jacques Paulin de Monteux rapporte l'événement : « ... environ cinquante hommes de Carpentras sont venus prendre du blé. Le lendemain on est venu dire qu'ils voulaient en prendre dans une autre grange... le peuple alerté s'y est porté en arme mais on n'a vu personne... »<sup>16</sup>.

Des incidents du même type ont lieu dans d'autres communautés. Le Vice-Légit avait attribué les réserves de blé de Camaret au marché d'Avignon, mais à l'arrivée des charrettes, le peuple s'arme et les chasse. Mais le blé n'est pas sauvé car ce sont ensuite les habitants d'une commune voisine, Sérignan, qui viennent le piller<sup>17</sup>.

A Bollène et à Caderousse des gardes bourgeoises sont établies pour empêcher la sortie de grains et maintenir l'ordre. Le 30 mars on refuse du blé aux « étrangers » sur les marchés de Cavaillon, L'Isle et Avignon.

Les autorités comtadines prennent des mesures générales pour l'approvisionnement de la province, le Pape fait acheter du blé en Italie et le tumulte s'apaise.

Dans la plupart des communautés touchées les troubles ont duré plus d'une journée, deux ou trois le plus souvent. Les participants aux divers rassemblements sont nombreux ; les estimations chiffrées sont rares et elles sont assez imprécises : une trentaine de personnes à Lapalud, communauté d'environ 1.800 habitants, mais plus de 600 à Caromb qui comptait 2.800 habitants, et environ 400 à Sérignan qui comptabilisait 1.200 habitants. Les manifestations sont en majorité des adultes, et la proportion de femmes semble importante. Les situations sociales sont rarement indiquées, il s'agit de catégories populaires, parfois essentiellement de paysans ; au départ il n'y a pas à leur côté de notables, l'intervention de ces derniers pour prendre des mesures se produisant à la demande des émeutiers.

16. Cf. H. CHOBOUT ; « Le journal de Jacques Paulin de Monteux, 1789-1796 » in *Annales d'Avignon et du Comtat Venaissin*, 1929.

17. Bibl. Av. Ms 5986 : « Délibération et journal de la Province sur les grains. »

Le tocsin est parfois utilisé, et les armes sont diverses : simples pierres et bâtons, mais aussi barres, outils, couteaux et même armes à feu. Les menaces sont fréquentes et violentes : les émeutiers veulent « tout mettre à feu et à sang » s'ils n'obtiennent pas satisfaction. La réalisation de ces menaces dépend de l'attitude des autorités locales ; lorsqu'elles ne parviennent pas à apaiser la colère populaire ce sont des violences sur les biens qui sont exercées. Elles commencent, en général, par le siège de bâtiments de l'autorité publique ou de demeures de notables, puis la foule donne l'assaut à des maisons où elle pense trouver du grain, appartenant à des individus, marchands ou riches propriétaires, ou à des communautés ecclésiastiques ; la marchandise est alors pillée ou taxée. Les affrontements peuvent revêtir une seconde forme, lorsqu'il s'agit d'empêcher des chargements de grains de quitter la communauté : ce sont alors les charrettes qui les transportent qui sont attaquées.

Les qualifications de ces événements par les autorités sont assez diverses, elles dépendent de la gravité du mouvement. Lorsque celui-ci consiste en un attroupement réclamant « vigoureusement » des mesures, il est qualifié de « trouble », « alarme », « fermentation » ; lorsqu'il y a action violente les termes d'« insurrection » ou d'« émeutes » sont employés.

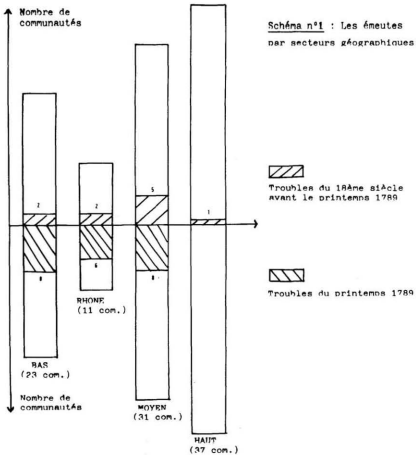
Les suites judiciaires sont peu importantes, nulles lorsqu'il n'y a eu qu'agitation, assez faibles en cas de pillage ; dans l'ensemble, les autorités locales ont une attitude de compréhension face à la misère et aux craintes des catégories populaires ; en ne négligeant pas toutefois, de prendre des précautions pour « contenir le peuple », le plus souvent par la formation de milices bourgeoises. Les punitions les plus sévères furent infligées à Avignon où le duc de Crillon Mahon, fort populaire, avait réussi à calmer les révoltes assez facilement. Un cribleur de blé qui avait arraché les armes de la ville sur la maison du second consul Commin fut condamné à la marque et à cinq ans de galères : sa femme, à la marque et aux verges. Bien que l'attaque de la demeure de Commin ait eu des raisons « économiques », on l'accusait d'accaparement, c'est sûrement la mise en cause de l'autorité qui a entraîné la dureté de la sanction.

La localisation des troubles fournit des éléments d'analyse supplémentaires.

Les registres de 54 communautés comtadines sur 102 portent mention du manque ou de la cherté des grains ; parfois ils indiquent les craintes des habitants.

- 12 de ces communautés sont situées dans le haut Comtat
- 16 dans le moyen Comtat
- 19 dans le bas Comtat, y compris Avignon
- 7 aux abords du Rhône.

Les difficultés de ravitaillement ont donc touché l'ensemble de



l'enclave pontificale mais elles n'ont pas provoqué de troubles partout, dans 37 % des cas seulement<sup>18</sup>.

Une véritable agitation se produit dans 22 communautés : 8 du bas Comtat, 6 de la zone rhodanienne, 8 du moyen Comtat.

On remarque donc l'absence de troubles dans le haut Comtat alors que le problème des subsistances s'y est posé. Le conseil du Bouchet rapporte les premier et deux avril que « les habitants, en grande souffrance du grain se plaignent,... il n'est même pas possible d'en trouver avec son argent<sup>19</sup> ». Les habitants de Richerenches craignent une disette générale ainsi que ceux de Savoillan. En effet, les communications sont particulièrement difficiles dans le haut Comtat montagneux<sup>20</sup> et l'agriculture est pauvre à cause du sol

18. Cf. schéma n° 1.

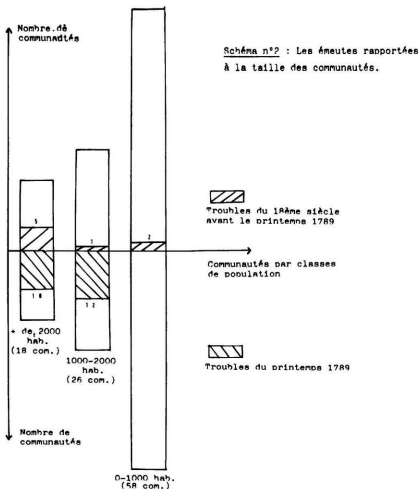
19. Bibl. Av. Ms. 5986 (A.C. Le Bouchet BB 11).

20. Cf. carte n° 1.

souvent calcaire et du climat relativement rigoureux ; d'ailleurs le marché de Vaison n'approvisionne plus dès le 27 mars. Le conseil de la ville note l'inquiétude de la population, mais aussi l'absence de troubles.

Par rapport au nombre total de communautés par secteur géographique c'est la zone rhodanienne qui est la plus agitée (54,5 % des communautés), suivie du bas Comtat (34,5 %) et du moyen Comtat (25,8 %).

Les troubles ont principalement lieu dans des communautés relativement importantes. Le schéma n° 2 mettant en corrélation les chiffres de population des communautés, groupés par classe étant donnée l'importance



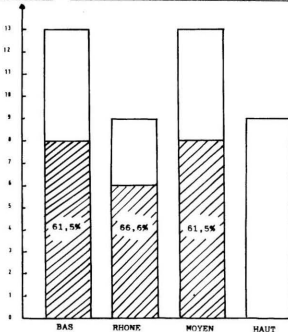
des écarts, et les troubles du printemps 1789, monte que dans la classe de 0 à 1.000 habitants aucune communauté n'a connu de véritable trouble, dans la classe de 1.000 à 2.000 habitants 12 communautés sur 26 ont été agitées (soit 46 %), et dans la catégorie supérieure à 2.000 habitants, 10 communautés sur 18 (soit 55,5 %).

La proportion d'émeutes augmente donc avec l'accroissement de la taille des localités. C'est d'ailleurs à Avignon, Carpentras et L'Isle-sur-Sorgues que les troubles sont les plus violents, dans des villes qui renferment un nombre important de chômeurs de l'artisanat et du commerce auxquels se sont ajoutés les malheureux des campagnes. Avignon et le Comtat connaissaient alors une période de récession économique touchant le commerce et l'artisanat, en grande partie à cause de la politique de la France vis-à-vis de l'enclave pontificale <sup>21</sup>.

Les émeutes du printemps 1789 sont avant tout des émeutes urbaines et de ce fait affectent davantage les parties urbanisées du Comtat : vallée du Rhône et bas Comtat à l'économie ouverte mais en crise, et, à un moindre degré le moyen Comtat plus agricole mais aux localités assez importantes <sup>22</sup>.

Malgré cela la localisation des troubles ne correspond pas seulement à l'importance relative des villes de plus de 1.000 habitants dans chaque zone, elle montre également une attitude différente du haut Comtat devant les difficultés ; en effet les calculs du taux d'émeutes par nombre de villes de plus de 1.000 habitants <sup>23</sup> montre que ce sont les habitants de la zone

Schéma n°3 : Taux d'émeute dans les villes importantes.



21. Cf. P. LEON : « Un épisode de la main mise de la France sur le Comtat Venaissin : la guerre économique franco-comtadine (1730-1734) in *Actes du 77<sup>e</sup> congrès des sociétés savantes*. Grenoble, 1952.

22. Cf. carte n° 3.

23. Cf. schéma n° 3.

rhodanienne qui ont l'attitude la plus violente avec 6 émeutes pour 9 villes de plus de 1.000 habitants, le caractère moins revendicatif des habitants de cette partie du Comtat est ainsi confirmé.

Cette localisation des troubles préfigure celle du début de la révolution comtadine.

Dans l'ensemble, malgré certains pillages, les troubles ont été moins graves que dans la Provence voisine ; les révoltes n'ont pas pris dans le Comtat de forme politique et n'ont jamais abouti à des changements municipaux. La situation est, en effet, bien différente. Les événements révolutionnaires sont décalés par rapport au royaume et c'est seulement en mai 1789 qu'apparurent dans l'enclave les premières demandes d'Etats Généraux, les comtadins voulant profiter de l'exemple français pour présenter à nouveau des demandes de réformes repoussées jusque là par la Cour de Rome. L'agitation politique ne commença en fait qu'à la fin de l'été 1789. Au cours du printemps seule la ville d'Avignon a connu une contestation de l'autorité municipale puisque l'émeute s'était tournée contre le second consul, mais en fait surtout parce qu'il était considéré comme un accapareur. Ailleurs les émeutes sont restées au niveau de la revendication de subsistance et l'agitation s'est apaisée avec la possibilité de se procurer du blé. Les autorités avaient en effet envoyé des commandes de blé de tous côtés ; le pape Pie VI en avait fait acheter en Italie pour être réparti à moitié pour Avignon, à moitié pour le Comtat. Les secours arrivèrent finalement par Marseille et, si l'on en croit les « délibérations et journal de la province du Comtat sur l'affaire des grains » imprimées par ordre de l'assemblée ordinaire des trois Etats du Comtat Venaissin<sup>24</sup>, les achats furent trop importants et l'on revendit du blé à Marseille. D'après ces délibérations les alarmes étaient exagérées, la panique ayant été provoquée par la fermeture des marchés de Carpentras et d'Avignon.

Néanmoins la crise générale était plus profonde que les autorités ne voulaient le reconnaître, le pain demeurait cher et le chômage et la misère d'une partie importante des classes populaires avignonaises et comtadines subsistaient et pesèrent d'un grand poids sur la suite des événements.

Jusque là le peu d'ampleur des troubles du printemps 1789 rejoint le calme de la période précédente ; leur localisation met en valeur une potentialité de violence des classes populaires des zones de plaines ouvertes et urbanisées face à une inertie certaine des populations du haut Comtat. Ces réactions préfigurent les attitudes de la période révolutionnaire. Mais il fallût l'exemple français pour entraîner avignonais et comtadins à la revendication active, et l'agitation qui règne dans la région à partir de mai 1789 affecte les mêmes zones géographiques, particulièrement le bas Comtat et la zone rhodanienne avec une prépondérance marquée d'Avignon.

Martine LAPIED.

24. Bibl. Av. Ms. 5986.